



Conseil économique et social

Distr. générale
25 avril 2012
Français
Original : anglais

Session de fond de 2012

New York, 2-27 juillet 2012

Point 2 c) de l'ordre du jour provisoire*

Débat de haut niveau : examen ministériel annuel

Déclaration présentée par International Presentation Association of the Sisters of the Presentation of the Blessed Virgin Mary, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante, qui est distribuée conformément aux articles 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/2012/100.



Déclaration

Remédier aux causes profondes de l'inégalité

Une croissance durable et largement partagée demande un développement axé sur l'être humain et biocentrique et n'est pas réalisable si on ne s'attaque pas au problème de l'inégalité. La publication des Nations Unies intitulée *La crise de l'inégalité* dit que « des citoyens en bonne santé, instruits, ayant un emploi convenable et bénéficiant d'une protection sociale travaillent ensemble à la cohésion sociale. Un meilleur accès des pauvres aux biens et services publics et des programmes de transferts sociaux visant à aider les familles les plus pauvres sont des conditions essentielles de l'égalité des chances et sont indispensables si l'on veut réduire la transmission entre générations de la pauvreté et de l'inégalité ».

Une étude de l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement, de l'Université des Nations Unies à Helsinki, montre que le 1 % d'adultes les plus riches possédait 40 % des biens mondiaux en 2000 et que les 10 % d'adultes les plus riches représentaient 85 % du total mondial. La moitié inférieure de la population mondiale d'adultes possédait à peine 1 % de la richesse mondiale.

Selon un des rapports du Centre des Nations Unies pour les établissements humains, un des rôles fondamentaux des gouvernements dans une démocratie est d'établir l'égalité et les citoyens devraient percevoir comme objectifs fondamentaux des autorités publiques l'intégration et l'égalité de tous.

Le professeur John Langmore d'Australie, l'un des plus de 15 000 signataires de la campagne « Initiative pour un socle de protection sociale » a déclaré qu'il ne saurait y avoir de doute quant aux avantages de la protection sociale. Elle peut prévenir ou atténuer la pauvreté et réduire l'inégalité et l'injustice. Le coût net des mécanismes de protection sociale sera probablement compensé avec le temps par l'existence d'une main-d'œuvre plus motivée, mieux nourrie, plus instruite et en meilleure santé. La réduction de l'inégalité et du désespoir réduit les tensions sociales. Leur utilisation par tous les pays développés qui réussissent témoigne des avantages des dispositifs nationaux de sécurité sociale.

Le récent rapport intitulé *Seuil de protection sociale pour une mondialisation juste et sans exclusive* dit qu'environ 5,1 milliards de personnes, soit 75 % de la population mondiale, ne sont pas couvertes par une sécurité sociale adéquate.

Il est une autre question qui demande une attention urgente afin de réaliser une croissance durable : elle concerne la responsabilité et la responsabilisation sociales des entreprises. Nous saluons l'effort du Pacte mondial des Nations Unies, dans lequel entrent un certain nombre d'acteurs sociaux, pour influencer l'action des entreprises. Il n'en est pas moins impératif, toutefois, de mettre en place un cadre directif mondial portant obligation pour les entreprises d'agir dans l'optique d'une croissance durable.

C'est pourquoi nous demandons aux participants de l'examen ministériel annuel d'envisager les recommandations ci-après :

- Assurer la mise en place d'un seuil de protection sociale universelle adapté aux besoins des pays, investir un minimum de 4 % du produit intérieur brut dans le seuil de protection sociale, appliquer des mécanismes de financement novateurs, comme l'institution d'une taxe sur les transactions financières et en

utiliser le produit pour aider les pays en situation précaire à mettre en place le seuil de protection sociale;

- Réduire les dépenses militaires et utiliser le produit de cette mesure pour réaliser une croissance durable et largement partagée. Le Secrétaire général des Nations Unies a dit que, chaque année, le monde dépense 1,4 trillion de dollars en armements et qu'avec une fraction de ce montant on pourrait réduire la pauvreté, financer la construction d'écoles, soigner les gens et protéger l'environnement;
 - Établir un cadre d'orientation mondial obligatoire qui rende les entreprises nationales et multinationales responsables et comptables de leur action;
 - Pratiquer une taxation progressive;
 - Mettre en place un cadre directif pour la pratique de formes de consommation et de production durables.
-